

BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2013

A)	Des taux toujours très bas	3
B)	Les changements de réglementation de l'année	4
1)	Les PAS.	4
2)	Le Prêt à taux zéro	5
C)	Augmentation du nombre de prêts conventionnés et des montants par rapport à 2012.	5
D)	Deux tiers des prêts conventionnés pour l'ancien.	6
F)	Plus de la moitié des PC sont des PAS.	9
G)	Evolution des parts de marché.	11
H)	Une part de PC à taux variable toujours très basse.	12
I)	Un montant moyen prêté en légère augmentation, mais avec des grandes disparités.	14
1)	Comparaison par type d'opération	14
2)	Comparaison par type de taux	15
3)	Comparaison PAS et non PAS	16
4)	Comparaison par établissement	17
J)	Une baisse du nombre de PC théoriquement éligibles à l'APL.	17
K)	Les montants effectivement versés en augmentation.	18
L)	Hausse des amortissements et des remboursements anticipés.	19
M)	L'encours des prêts : 73 milliards d'euros.	20
	ANNEXES	22

PRETS CONVENTIONNES STATISTIQUES

ANNEE 2013

Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « autorisations » et les « versements »¹ de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force » .

D'autre part, ce bilan est établi à partir des déclarations établies par les établissements. L'organisme prêteur doit fournir à la SGFGAS, au début de chaque mois ou de chaque trimestre, en fonction de la périodicité retenue par la commission bancaire pour la production de certains documents comptables :

- *Un état des prêts conventionnés accordés au cours du mois ou du trimestre précédent (en nombre de logements et en montant)*
- *Un état des encours desdits prêts, arrêté à la date de situation comptable du mois ou du trimestre précédent.*

Les prêts conventionnés garantis dans le cadre du FGAS, ainsi que ceux dont les titulaires remplissaient à la date de la demande les conditions requises pour bénéficier de l'APL, doivent être distingués des autres prêts conventionnés.

Le terme «nombre de prêts » utilisé dans ce bilan, correspond donc au nombre de logements ayant fait l'objet d'une autorisation de prêt conventionné de la part de l'établissement prêteur encore appelé « nombre d'autorisations » déclaré par les établissements

Dans la base Fgas des prêts garantis, certains établissements déclarent plusieurs PAS pour une même opération financée. Dans la mesure du possible, les informations de cette base sont rapportées en complément dans ce bilan.

Production de l'année 2013, en hausse : 109 973 prêts pour 12,5 milliards d'euros

Rappel 2012 :	<u>93 621 prêts pour 10,2 milliards d'euros</u>
Rappel 2011 :	96 671 prêts pour 10,0 milliards d'euros

Encours des PC à la fin du 4e trimestre 2013 : 72,9 milliards d'euros

Rappel 2012 :	68,6 milliards d'euros
Rappel 2011 :	64,4 milliards d'euros

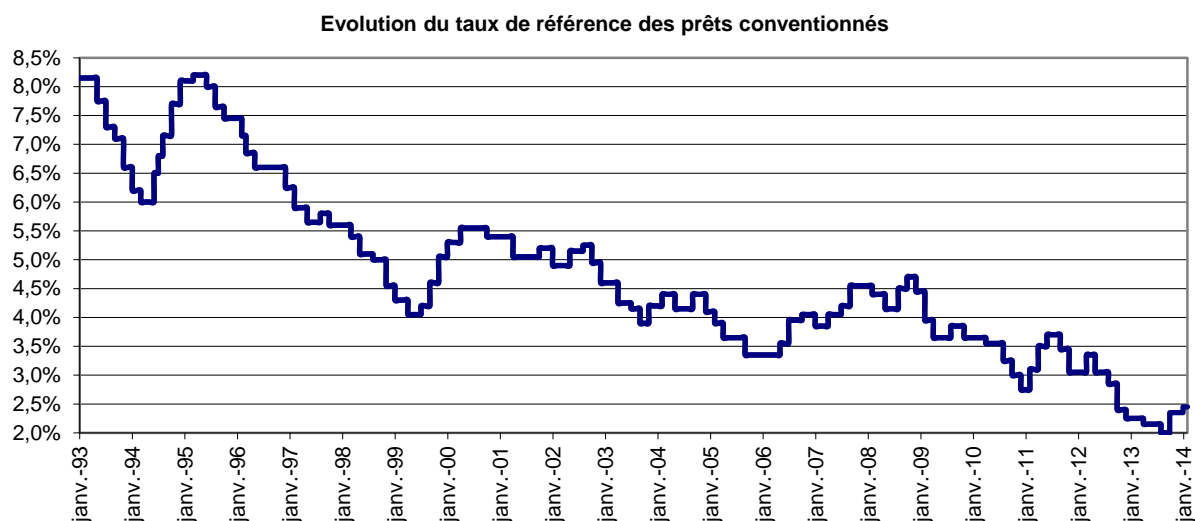
¹ Rappel de quelques définitions :

Les « autorisations » sont (en effectif ou en montant) les prêts ayant fait l'objet de l'émission d'une offre pendant la période sous revue.

Les « versements » (encore appelés « affaires nouvelles ») sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement. Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.

A) Des taux toujours bas.



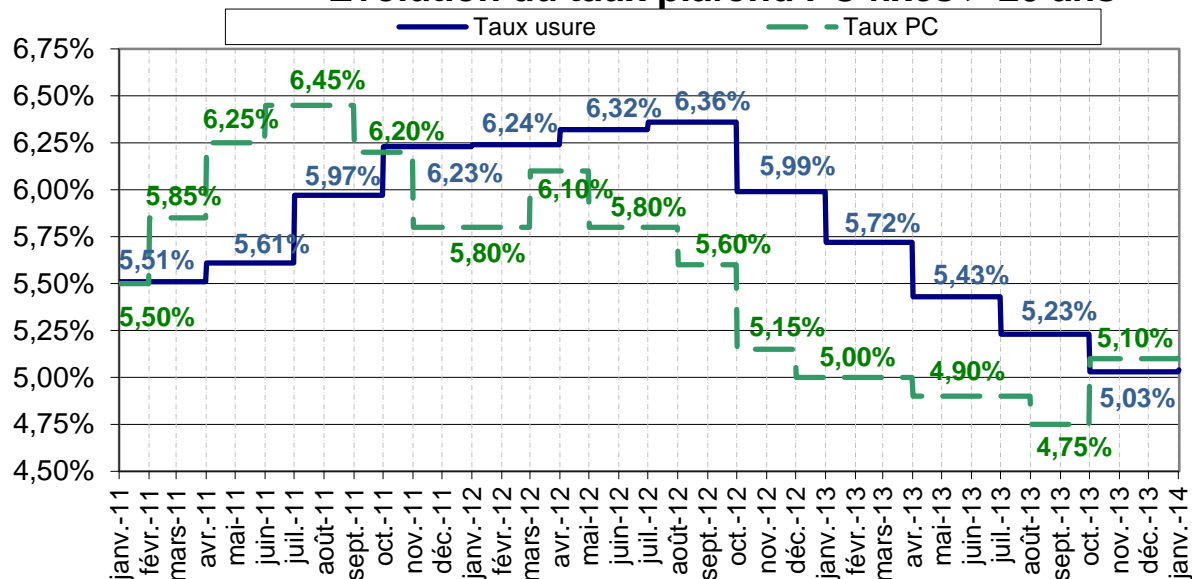
L'année 2013 commence par un taux de référence à 2.25%, qui descend à 2.15% à compter du 1er avril 2013, et à 2.00% au 1er août 2013. Il remonte à 2.35% au 1er octobre puis à 2.45% le 1er janvier 2014.

Rappels :

1. Les marges appliquées au taux de référence pour obtenir les taux plafonds sont de 2.3% pour les PC à taux variable quelle que soit la durée et pour ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, de 2.5% pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, de 2.65% pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et de 2.75% pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans.
2. Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G, ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.
3. La base des prêts conventionnés ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Cette année, le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans est resté inférieur au taux d'usure jusqu'en septembre 2013 où le taux PC se situe à 5,10% pour un taux d'usure à 5,03%, et cela jusqu'à la fin 2013. Sur une grande partie de l'année 2011, de février à fin septembre, le taux plafond PC dépassait également le taux d'usure.

Evolution du taux plafond PC fixes > 20 ans



B) Les changements de réglementation de l'année

1) Les PAS.

Pour les offres de prêt émises à compter du 1^{er} juin 2011, les plafonds de ressources pour l'obtention d'un prêt PAS sont les suivants (on retient comme revenu plancher le 10^{ème} du montant d'opération):

NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement	ZONE A	ZONE B1	ZONE B2	ZONE C
1	25 500 €	21 500 €	20 000 €	18 500 €
2	35 700 €	30 100 €	28 000 €	25 900 €
3	43 350 €	36 550 €	34 000 €	31 450 €
4	51 000 €	43 000 €	40 000 €	37 000 €
5	58 650 €	49 450 €	46 000 €	42 550 €
6	66 300 €	55 900 €	52 000 €	48 100 €
7	73 950 €	62 350 €	58 000 €	53 650 €
8 et +	81 600 €	68 800 €	64 000 €	59 200 €

Pour mémoire, les plafonds de ressources des PAS étaient différents pour les offres émises entre le 1er janvier et le 31 mai 2011 :

NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement	ZONE A	ZONE B OU C
1	22 113 €	19 225 €
2	33 048 €	25 673 €
3	43 323 €	30 874 €
4	51 725 €	37 272 €
5	61 542 €	43 846 €
6	69 250 €	49 414 €
Par personne supplémentaire	7 715 €	5 512€

2) Le Prêt à taux zéro

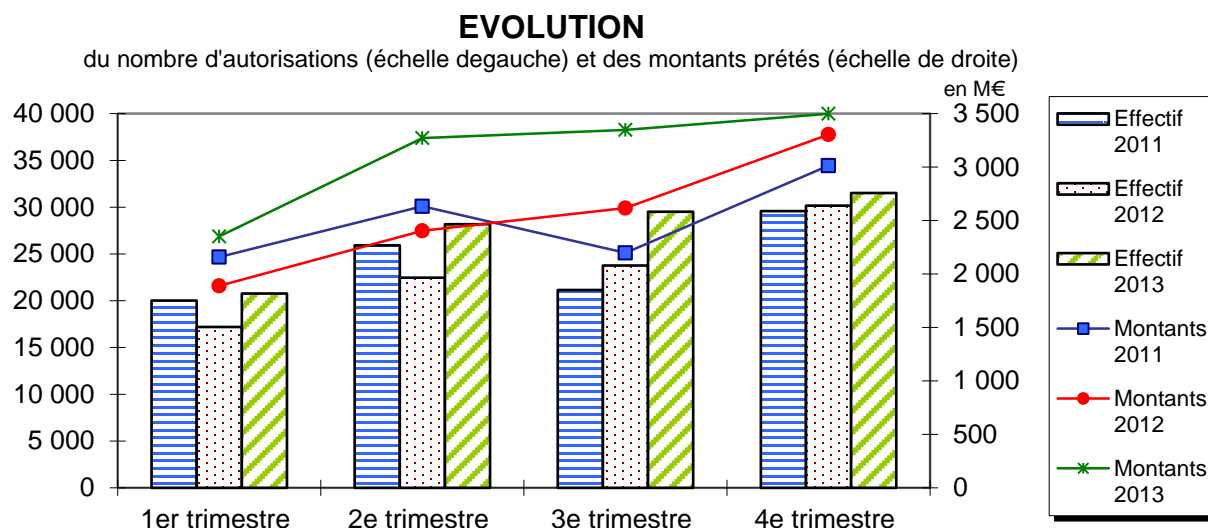
La troisième loi de finances rectificative pour 2012 (Loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012) a confirmé une disposition de la loi de finances initiale : à compter du 1er janvier 2013, un PTZ+ ne peut être octroyé pour une opération dans le neuf que sous condition de performance énergétique (respect de la réglementation thermique 2012 et BBC 2005 pour les permis de construire déposés avant le 1/1/2013). Une dérogation a été introduite à cette condition par la loi de finances rectificative du 16 août 2012 pour les levées d'option PSLA dont la décision d'agrément a été prise avant le 1er janvier 2012. Par ailleurs, cette mesure s'accompagne d'une réintroduction de différés totaux pour les deux premières tranches du barème ainsi qu'une nouvelle diminution des plafonds de ressources pour contenir la prévision budgétaire à son niveau de 2012.

C) Augmentation du nombre de prêts conventionnés et des montants par rapport à 2012.

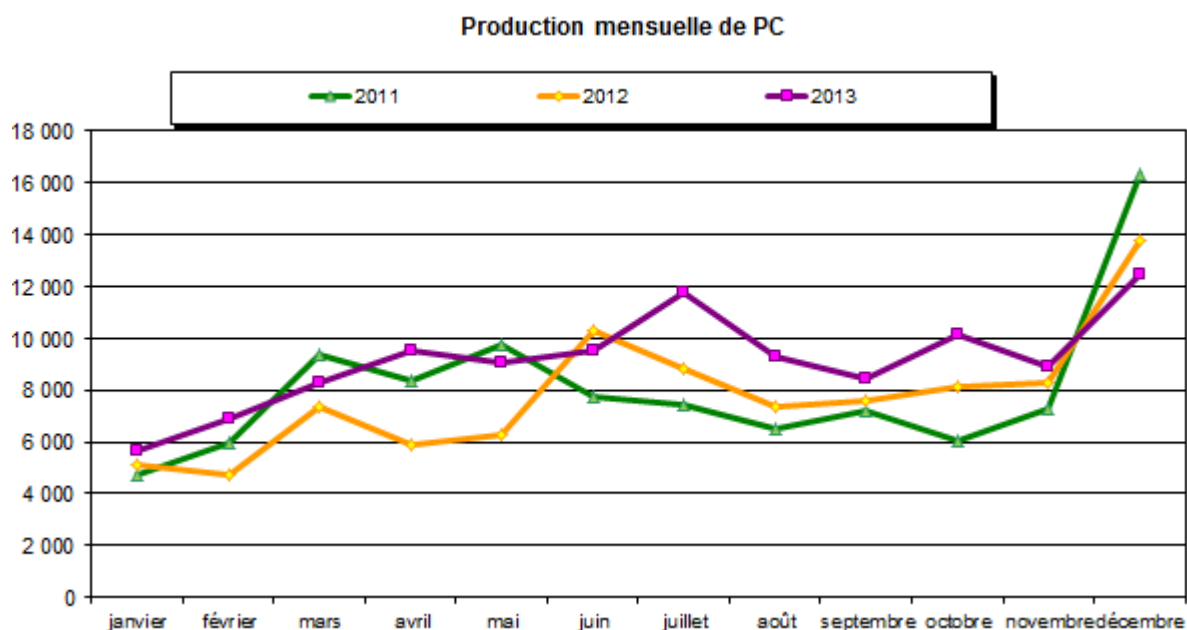
(Annexe 1)

L'ensemble de la production des prêts conventionnés augmente de 17,5% en effectif par rapport à l'année précédente et de 13,8% par rapport à l'année 2011. Le montant prêté pour l'ensemble des PC augmente de 22,1% par rapport à 2012 et de 24.7 % à celui de 2011.

Cette augmentation par rapport aux deux années précédentes se retrouve tous les trimestres. Contrairement aux autres années, le 4^e trimestre ne présente pas une forte augmentation par rapport aux deux trimestres précédents,

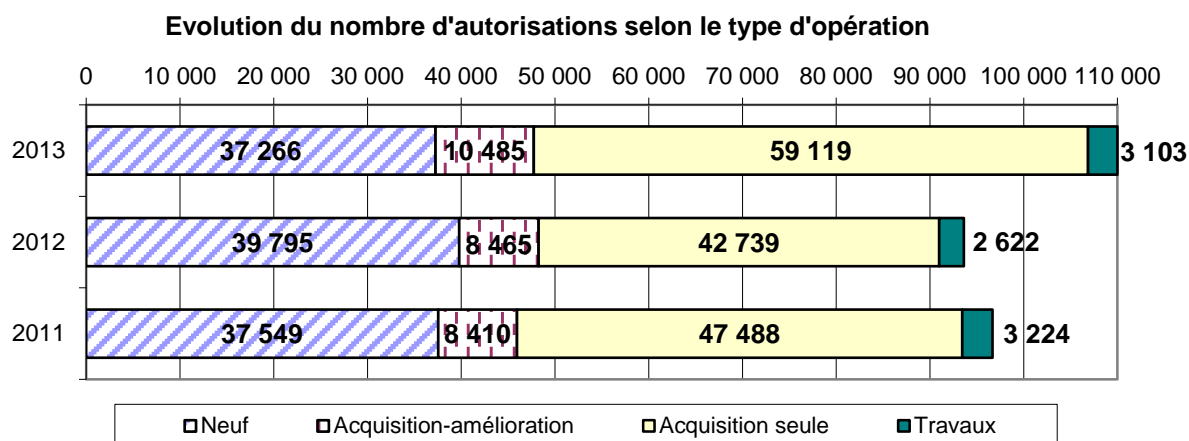


La production mensuelle de 2013 montre un pic en décembre mais beaucoup moins élevé que les deux années précédentes, par contre, le mois de juillet présente également un pic, complètement absent les autres années



D) Deux tiers des prêts conventionnés pour l'ancien. (cf. Annexe 3)

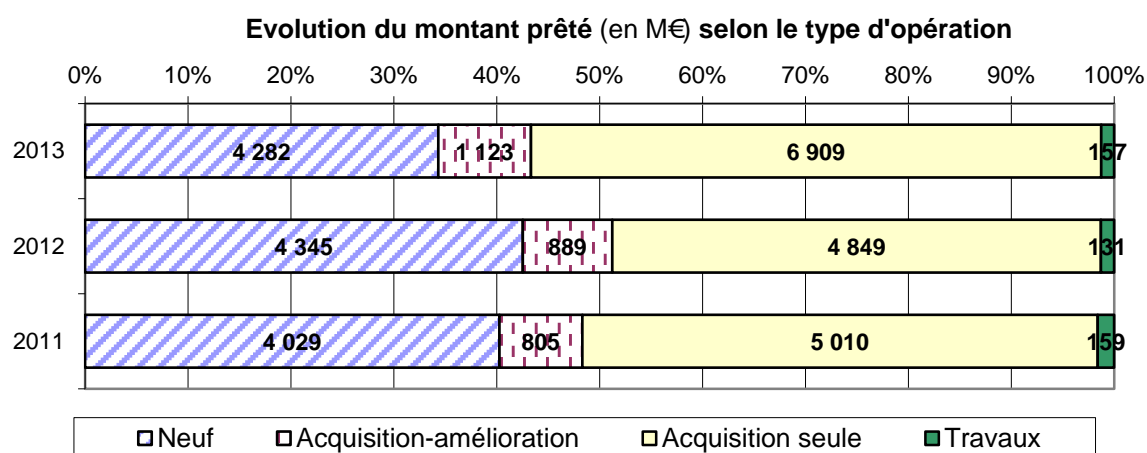
Le nombre de prêts conventionnés baisse pour le neuf de 6,4% par rapport à 2012 et retrouve ainsi le niveau de 2011. Pour l'ancien, le nombre de prêts augmente quel que soit le type d'opération : 38,3% pour les acquisitions seules, 23,9% pour les acquisitions avec travaux par rapport à 2012 et 18,4% pour les travaux qui restent cependant marginaux (2.8% de la production).



Les prêts pour les acquisitions seules représentent plus de la moitié des prêts conventionnés autorisés 53,8% (contre 45,7% en 2012 et 49,1% en 2011). La part des acquisitions avec amélioration se situe cette année à 9,5% (9,0% en 2012 et 8,7% en 2011).

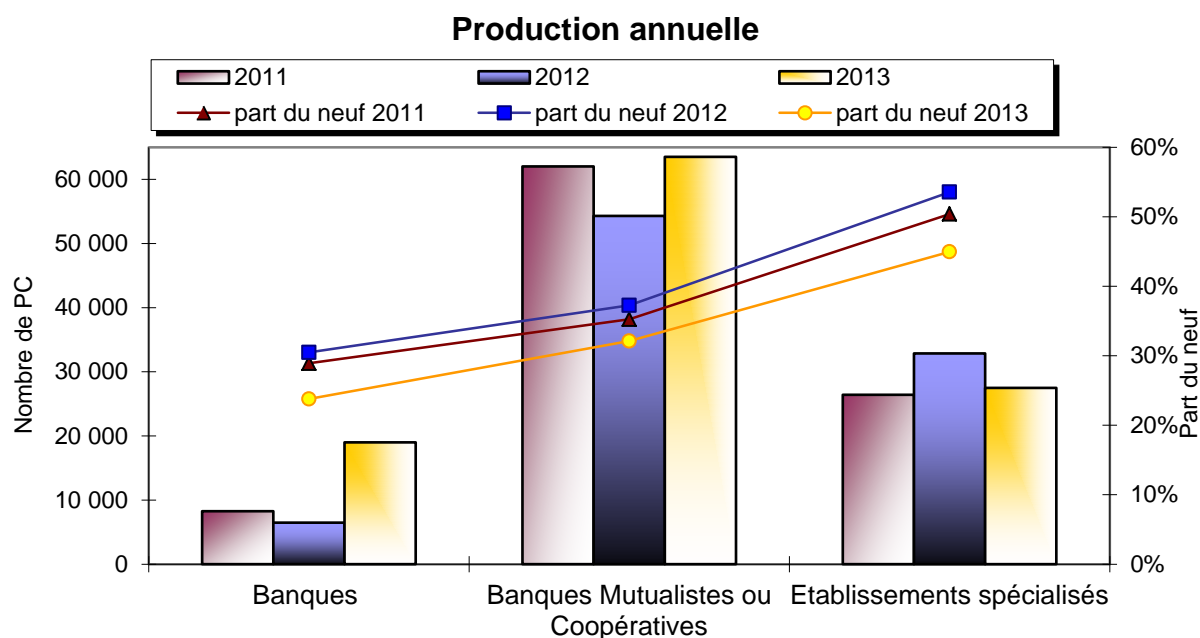
La part du neuf diminue fortement, passant de 42,5% des prêts conventionnés en 2012 à 33,9% cette année. Elle reste relativement stable tout au long de l'année 2013. Cependant, pour les deux premiers mois de l'année elle est inférieure à 30%, conséquence de la forte part (64,6%) de décembre 2012 due à la réforme du PTZ+ et aux nouvelles normes dans le neuf pour 2013. A l'opposé, au mois de décembre 2013 elle atteint 50%.

Les montants distribués sont en hausse pour le neuf de 5,3% par rapport à 2012 et de 7,1% par rapport à 2011. Ils sont également en augmentation dans l'ancien : ceux pour l'acquisition seule, respectivement de 3,0% et 10,8%, ceux pour les acquisitions avec amélioration, respectivement de 2,0% et 11,9%, et pour les travaux de 19,7% par rapport à 2012 et en très légère baisse (-1,5%) par rapport à l'année 2011. (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page 14)



E) L'ancien majoritaire pour tous les prêteurs

Les graphiques suivants montrent que la ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit².

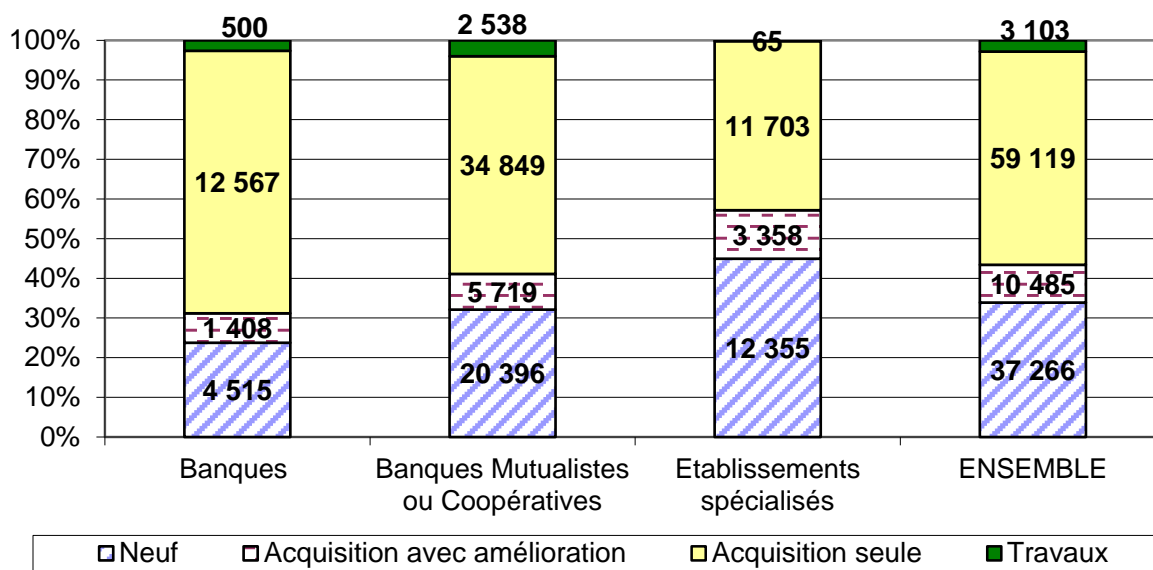


La part du neuf reste plus élevée pour les établissements spécialisés en atteignant 45,0% tandis qu'elle se situe à 32,1% pour les banques mutualistes ou coopératives et 23,8% pour les banques. En 2012, ces valeurs étaient respectivement de 53,6%, 37,3% et 30,5% et en 2011 de 50,4%, 35,2% et 28,9%.

Les prêts conventionnés pour les acquisitions seules sont largement majoritaires chez les banques (66,2% de la production) et les banques mutualistes ou coopératives (54,9%) contre 42,6% chez les établissements spécialisés.

² La liste des établissements est consultable en annexe 7

**Répartition des autorisations de PC (en effectif) en 2013
selon le type d'opération**



F) Plus de la moitié des PC sont des PAS.
(cf. Annexe 4)

En 2013, les PAS représentent 54,1% des autorisations de prêts conventionnés et 48,1% des montants prêtés (respectivement 64,3% et 59,9% en 2012 et 60,0% et 53,9% en 2011).

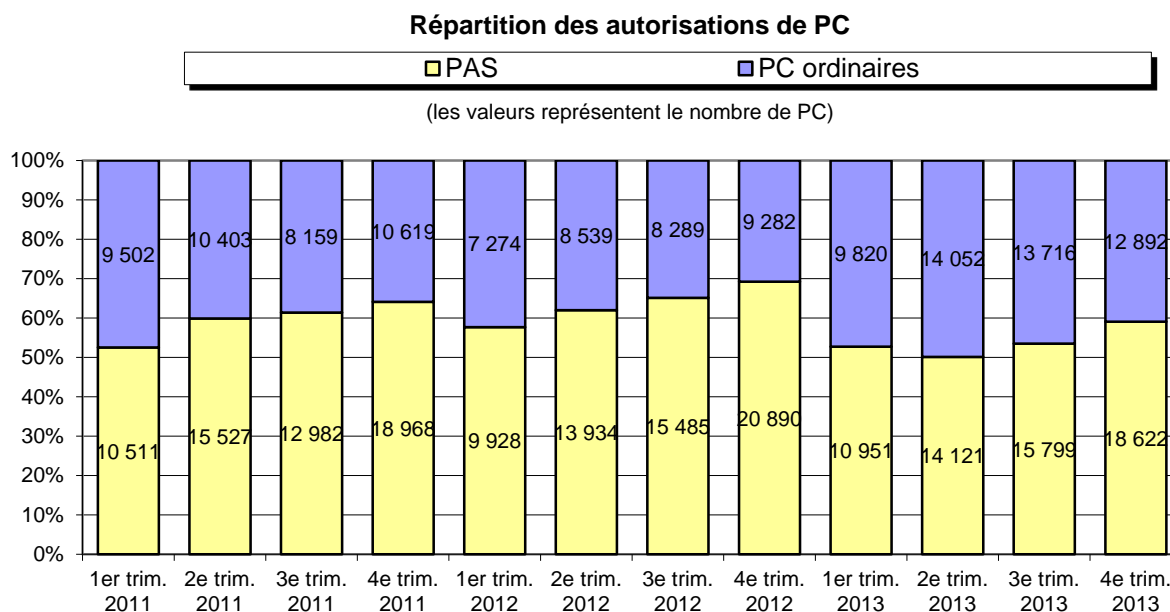
	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
2013	109 973	12 471	59 493	6 002	50 479	6 468
2012	93 621	10 214	60 237	6 117	33 383	4 097
2011	96 671	10 002	57 988	5 388	38 683	4 614

A titre indicatif, la base FGAS³ contient 67 904 PAS émis pour un montant de 6 968M€ pour l'année 2013, 60 815 PAS émis pour un montant de 6 037M€ pour l'année 2012 et 59 442 PAS émis pour un montant de 5 409M€ pour l'année 2011. Cependant certains établissements y déclarent plusieurs PAS pour une même opération financière (voir le détail dans le bilan FGAS). Ainsi on compte dans cette même base, 57 603 opérations financées avec des prêts PAS émises en 2013, 51 265 en 2012 et 50 848 en 2011.

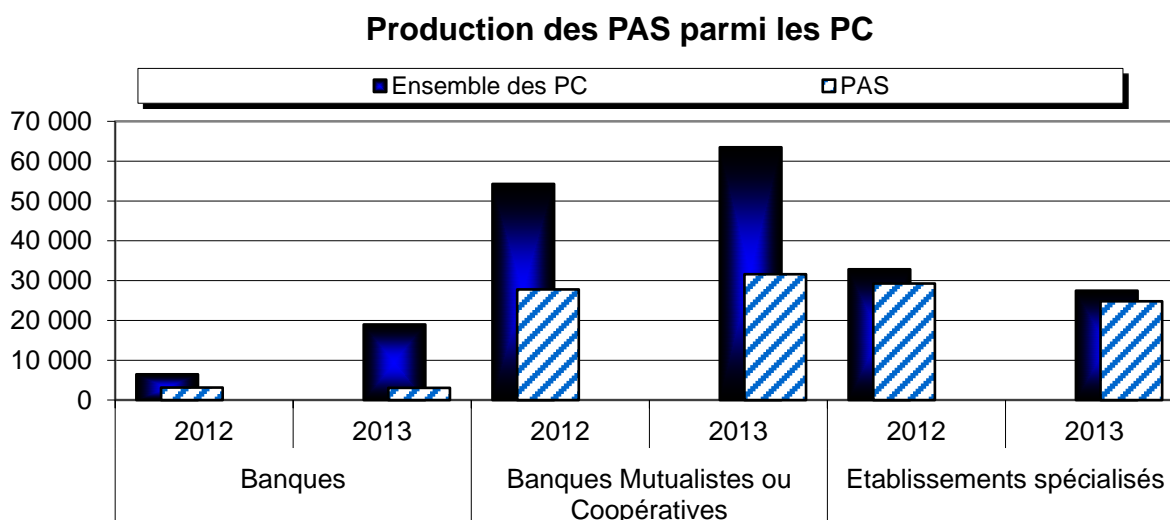
³ Base FGAS avec les déclarations reçues au 14 novembre 2014 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans)

Le nombre de PAS diminue de 1,9% en 2013, alors que celui de PC ordinaires progresse de 51,2%. Concernant les montants prêtés, ils baissent de 1,9% pour les PAS mais augmentent de 57,9% pour les non PAS.

L'analyse détaillée par trimestre montre une baisse brutale de la part des PAS au 1^{er} trimestre 2013 (52,7% pour 69,2% au trimestre précédent), peut-être due à la réforme du PTZ+ et l'obligation de performance thermique dans le neuf. Cette part reste relativement stable pour les trois premiers trimestres. Cette proportion remonte toutefois au dernier trimestre à 59,1%.



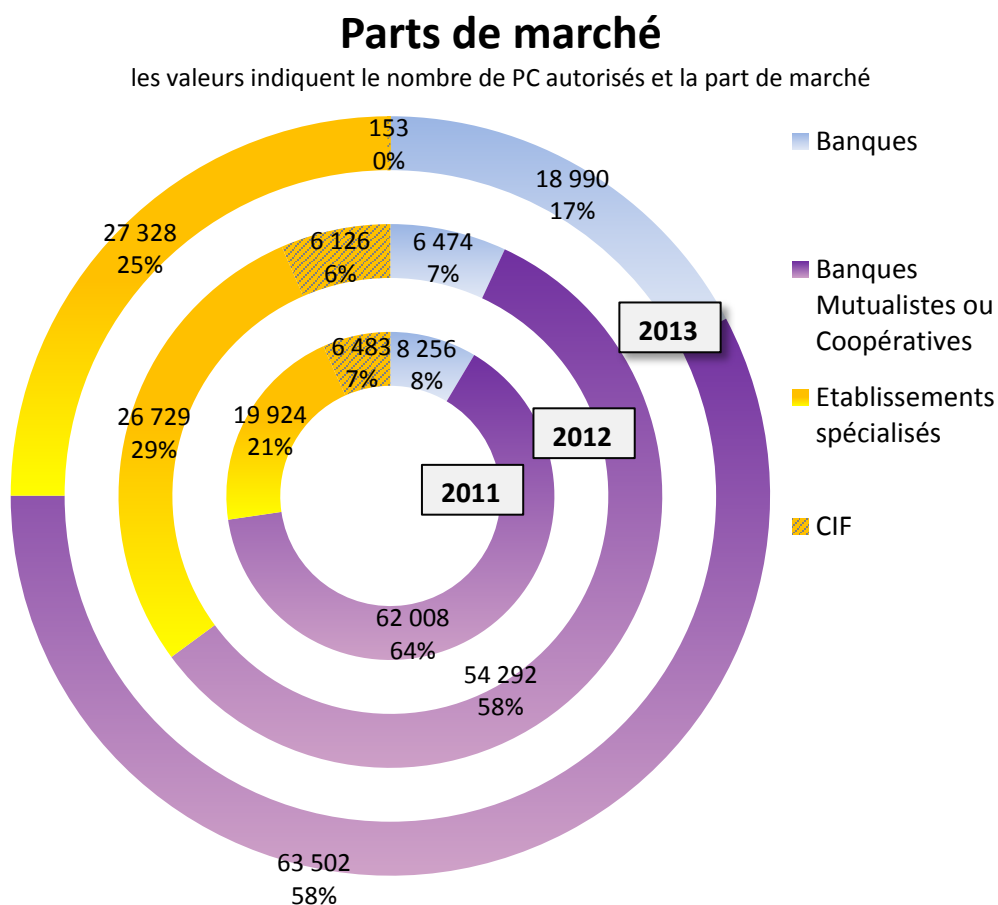
Chez les établissements spécialisés, la proportion de PAS parmi les PC reste très élevée, atteignant 90,3% cette année, contre 89,1% l'année précédente et 88,0% en 2011. Chez les banques mutualistes ou coopératives, les PAS représentent la moitié des PC : 49,8% (51,2% en 2012 et 49,6% en 2011). Cette part descend à 16,1% chez les banques (48,8% en 2012 et 48,4% en 2011)



Les banques mutualistes ou coopératives produisent plus de la moitié des PAS (57,7%) et les établissements spécialisés un quart (25,0%).

G) Evolution des parts de marché.
(Annexes 2 et 6)

En octroyant 57,7% des prêts conventionnés de l'année 2013, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de prêts conventionnés ; leur part de marché reste stable après avoir perdu 6.1 points entre 2011 et 2012. Les établissements spécialisés perdent 10,1 points en se situant à 25,0% cette année, au profit des banques qui atteignent 17,3%.

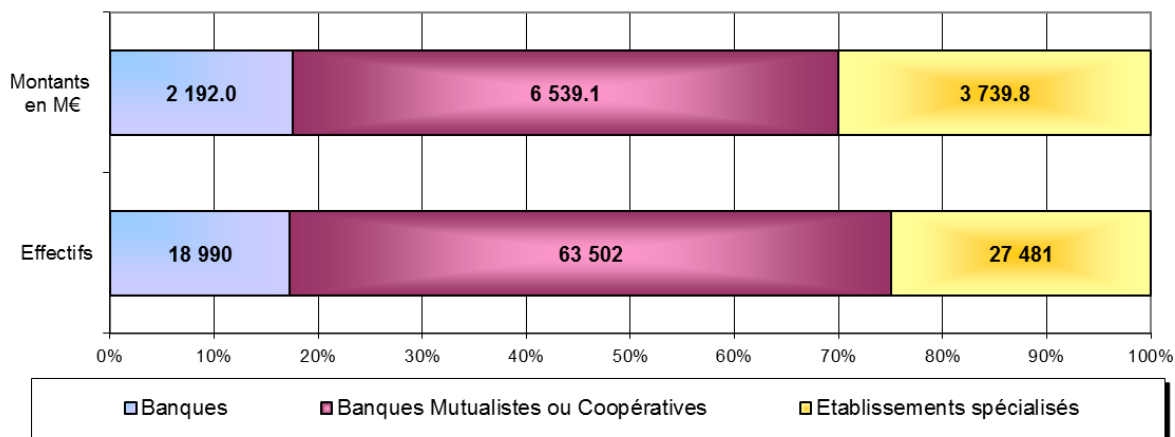


Parts de marché calculées en nombre d'autorisations

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2012	2013	Évolution	2012	2013	Évolution
Banques	6,9%	17,3%	↗	5,2%	5,1%	→
Banques mutualistes ou coopératives	58,0%	57,7%	→	46,2%	53,1%	↗
Etablissements spécialisés	35,1%	25,0%	↘	48,6%	41,7%	↘
TOTAL	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%	

La répartition des autorisations de prêts conventionnés selon les types de prêteurs varie légèrement selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. La différence tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives. En effet, le montant moyen prêté varie de 103 000 € pour les banques mutualistes ou coopératives (en augmentation de 5,3% par rapport à 2012) à 136 100 € pour les établissements spécialisés (+6,4% par rapport à l'année précédente) ; il se situe à 115 400 € pour les banques (en hausse de 6,5%).

Production 2013 selon les prêteurs



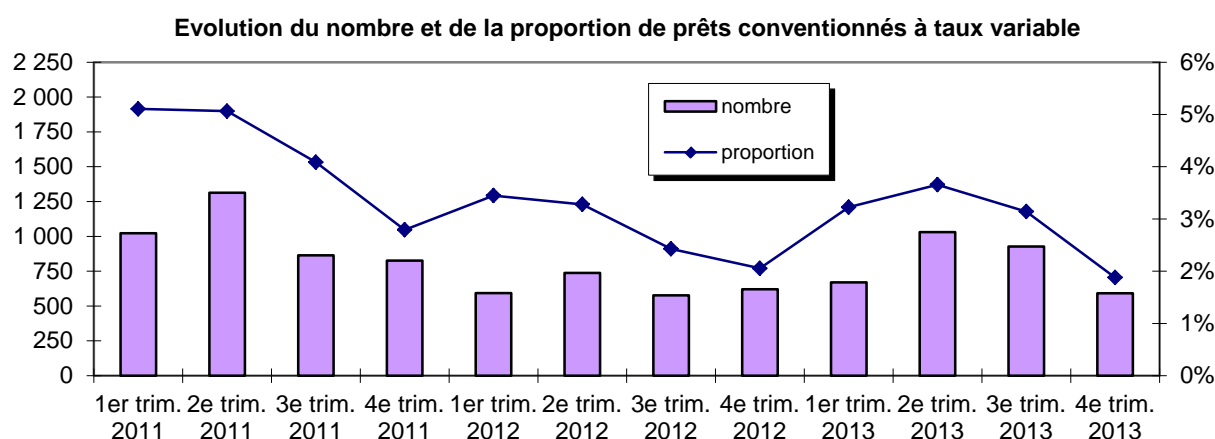
H) Une part de PC à taux variable toujours très basse.
(cf. Annexe 1)

Les PC à taux révisable représentent 2,9% des PC autorisés au cours de l'année 2013, tandis qu'ils étaient à 2,7% l'année précédente et de 4,2% en 2011.

Les prêts conventionnés à taux variable⁴ sont en hausse de 27,0% pour les effectifs et de 37,1% pour les montants prêtés par rapport à 2012 (pour une production globale en hausse de 17,5% et de 22,1% pour les montants). Cependant leur nombre et leur montant sont en baisse par rapport à 2011 (respectivement -20,1% et -5,5 %) pour une production globale en hausse respectivement de 13,8% et 24,7%.

On observe un phénomène similaire dans la base des seuls prêts garantis où la part des PAS émis à taux variable se situe à 2,2% pour 2013, 2,1% en 2012 et 4,1% en 2011.

Une explication à ce phénomène tient sans doute au fait que compte tenu de ce que les durées des prêts restent sur les niveaux historiquement les plus élevés qui aient jamais été pratiqués en France, la majorité des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui résulterait de la variabilité des taux d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois ou 1 an) est à son niveau le plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur une très longue durée.



Les établissements n'ont pas tous le même comportement pour la distribution des prêts conventionnés à taux révisable : les banques mutualistes ou coopératives sont pratiquement les seules à en distribuer (4,9% de leur production contre 4,4% en 2012 et 5,3% en 2011) tandis que ce type de prêt est marginal dans les banques (0,6% contre 0,9% en 2012 et 1,9% en 2011) et plus encore pour les établissements spécialisés (nulle en 2013 contre 0,3% de la production 2012 et 2,3% en 2011).

A titre indicatif, dans la base FGAS, en 2013, 4,6% des PAS des banques mutualistes sont à taux variable pour 0,5% des PAS des banques et une part nulle pour les établissements spécialisés.

Cette particularité des banques mutualistes se retrouve dans la base des prêts à 0% où 10,7% des PC associés à un PTZ+ sont à taux variables en 2013, tandis que les établissements spécialisés et les banques n'accordent que des PC à taux fixes.

⁴ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

I) Un montant moyen prêté en légère augmentation, mais avec des grandes disparités.

Le montant moyen atteint 113 400 € cette année, en progression de 1,4% par rapport à l'année précédente et de 3,9% par rapport à 2011.

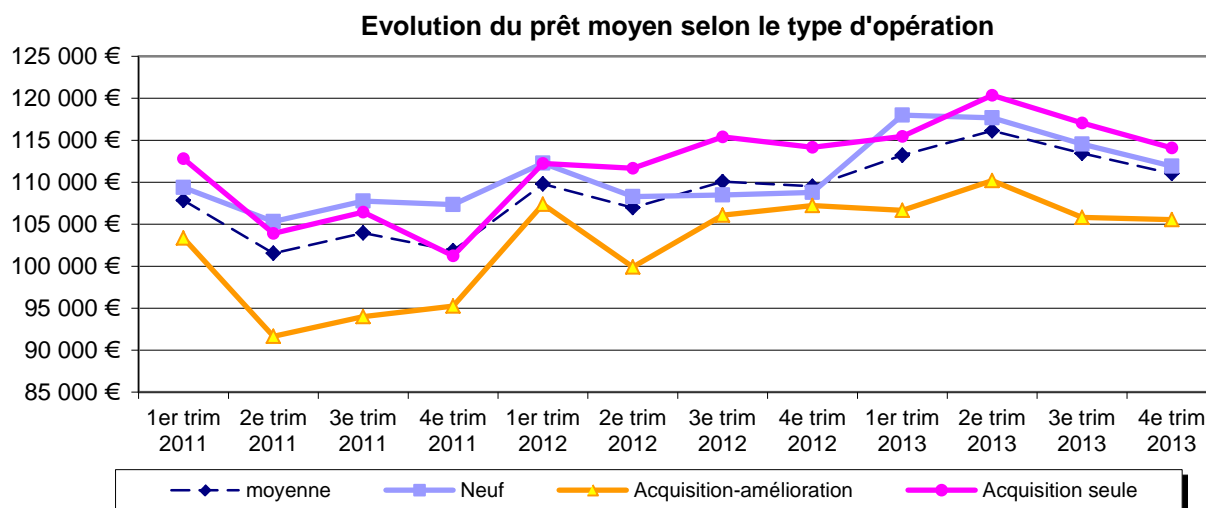
1) Comparaison par type d'opération

La progression du montant moyen par rapport à l'année précédente est la plus forte pour le neuf (+5,2%) tandis qu'il augmente de 2,0% pour l'acquisition avec amélioration et 3,0% pour l'acquisition seule.

Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition-amélioration	Acquisition seule	Travaux
2013	113 400 €	114 890 €	107 100 €	116 870 €	50 580 €
2012	109 100 €	109 190 €	104 970 €	113 460 €	50 010 €
2011	103 470 €	107 290 €	95 710 €	105 490 €	49 410 €
Évolution 2012/2013	3.9%	5.2%	2.0%	3.0%	1.1%

Compte tenu du faible nombre de prêts conventionnés accordés pour les travaux seuls, autour de 3 000 par an, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.



Le graphique ci-dessus, illustrant l'évolution depuis 2011 du montant moyen d'un prêt conventionné par type d'acquisition, montre que :

- Les prêts conventionnés octroyés pour financer des acquisitions sans travaux ou des opérations dans le neuf étaient similaires au 1^{er} trimestre 2012. A compter du 2^e trimestre 2012, l'acquisition seule nécessite un plus gros montant de PC que le neuf, à l'exception du 1^{er} trimestre 2013. L'écart est d'environ 2 000 € pour les trois derniers trimestres 2013.

- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien reste celle qui nécessite le montant le plus faible, inférieur d'environ 10 000 € à une acquisition seule.

(Dans la base FGAS⁵, pour les prêts émis à compter du 2^e trimestre 2012, le montant moyen prêté pour les acquisitions seules dépasse de plus de 2 000 € celui des opérations dans le neuf (à l'exception du 1^{er} trimestre 2013 où la différence est de 1 000 € au profit du neuf). Cette situation s'était également produite du 1^{er} trimestre 2009 au 2^e trimestre 2010 avec un écart maximum de 14 000 € au profit de l'acquisition seule. Le montant prêté d'un PAS pour une acquisition avec amélioration est également plus faible que pour une acquisition seule, différence qui atteint 18 000 € en fin d'année 2013.)

2) Comparaison par type de taux

Les PC à taux révisables financent toujours des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe⁶.

Montants moyens selon le type de taux

	Ensemble	Taux fixe	Taux révisable
2013	113 400 €	111 990 €	152 130 €
2012	109 100 €	108 220 €	140 880 €
2011	103 470 €	102 370 €	128 630 €
<i>Evolution 2013/2012</i>	<i>3,9%</i>	<i>35%</i>	<i>8,0%</i>

Comme vu ci-avant, la proportion de prêts à taux révisables⁷ est très faible.

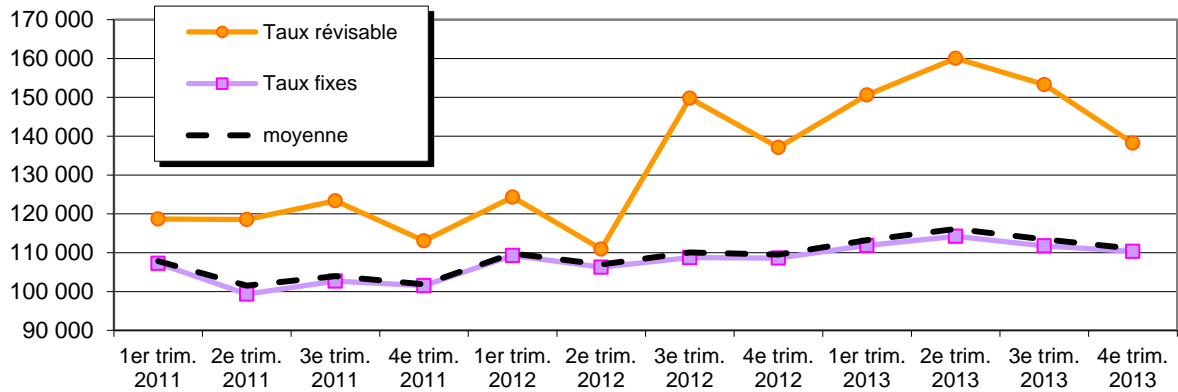
(Dans la base FGAS, l'écart des montants moyens s'élève en 2013 à environ 21 000 € également au profit des taux variables pour un coût d'opération supérieur d'environ 20 000 €. Les premières mensualités des prêts à taux variable sont traditionnellement moins élevées puisque ces prêts associent souvent un taux plus faible et une durée plus longue permettant ainsi des niveaux d'emprunts plus élevés même si c'est de moins en moins vrai plus les taux sont bas).

⁵ Rappel : Base FGAS avec les déclarations reçues au 14 novembre 2014 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans).

⁶ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

⁷ La base de données PC n'est pas assez renseignée pour permettre d'étudier une corrélation entre montants, durées et taux variables.

Montant moyen d'un PC



3) Comparaison PAS et non PAS

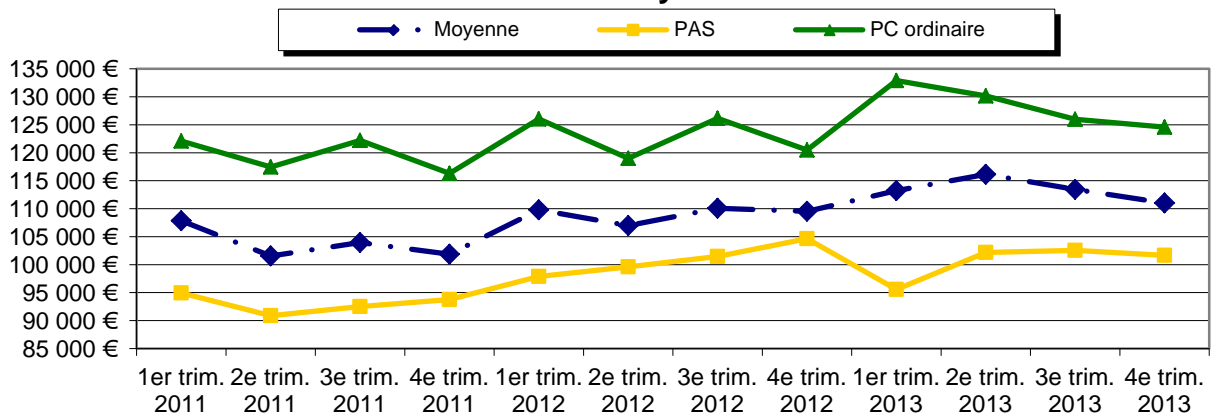
Sur l'ensemble de l'année 2013, le montant moyen du PAS, en légère baisse (-0,6 %), reste inférieur à celui des PC ordinaires de 27 240 €

Montants moyens selon le type de prêt :

	Ensemble	PAS	Non PAS
2013	113 400 €	100 890 €	128 130 €
2012	109 100 €	101 550 €	122 720 €
Évolution 2013/2012	3.9%	-0.6%	4.4%

L'année se termine avec un écart de 22 930 € au 4^e trimestre.

Montant moyen d'un PC



A titre d'information, dans la base FGAS, au 14 novembre 2014, le montant moyen d'un PAS émis en 2013 est de 102 610 € et de 99 270€ pour ceux de 2012, ce qui donnerait les valeurs suivantes :

	Ensemble	PAS	Non PAS
2013	113 400 €	102 610 €	130 810 €
2012	109 100 €	99 270 €	127 320 €

Dans la base des prêts à taux zéro, les prêts PAS associés à un PTZ+ ont un montant moyen de 117 950 € en 2013 et 112 960 € en 2012. Concernant les prêts PC en complément d'un PTZ+, le montant moyen est de 131 400€ en 2013 et 2012. Il est rappelé que les bénéficiaires de prêts à 0% sont tous primo-accédants.

4) Comparaison par établissement

Le montant moyen de l'année 2013 progresse par rapport à 2012 pour tous les prêteurs : 5,3% pour les banques mutualistes ou coopératives, 6,5% pour les banques et 6,4% pour les établissements spécialisés. La moyenne tous prêteurs confondus se situant à 113 400 €s'échelonne de 102 970 €pour les banques mutualistes ou coopératives à 136 090 €pour les établissements spécialisés et se situe à 115 430 €pour les banques généralistes.

Remarque : Dans la base FGAS, certains établissements attribuent plusieurs PAS pour une même opération, cela diminue artificiellement le montant moyen prêté pour lesdits établissements La différence entre montant moyen de PAS pour une opération et montant moyen du PAS dépasse 40 000 € pour un grand réseau mutualiste et 15 000 € et 28 000 € dans deux autres banques mutualistes ou coopératives.

J) Une baisse du nombre de PC théoriquement éligibles à l'APL.

(cf. Annexe 1)

A en croire les déclarations reçues, un prêt conventionné sur cinq permettrait à son titulaire de bénéficier de l'APL⁸ au moment de la conclusion du contrat de prêt et 17,7% de l'ensemble des montants prêtés.

⁸ Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée car elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée au moment de la conclusion du contrat de prêt (en cas de baisse de revenus ultérieure il peut se faire que l'APL soit versée même si elle ne l'était pas au début du remboursement du prêt).

On note toutefois de fortes différences selon les prêteurs : pour les banques et les banques mutualistes ou coopératives, certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. A l'opposé, ce pourcentage atteint 90% voire 100% pour certains distributeurs

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a donc lieu de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL. On se reportera aux statistiques de la SGFGAS sur le PAS pour une étude plus approfondie de ce sujet concernant les PAS et les PTZ garantis (bilan annuel 2013 dans les paragraphes intitulés « Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs », où une analyse des anomalies constatées montre qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS, éligibles à l'APL. Des études sont faites en substituant aux observations brutes le résultat d'un calcul conventionnel plus significatif dans ses exploitations que celles qui peuvent être faites à partir de la variable déclarée par les EC).

K) Les montants effectivement versés en augmentation.

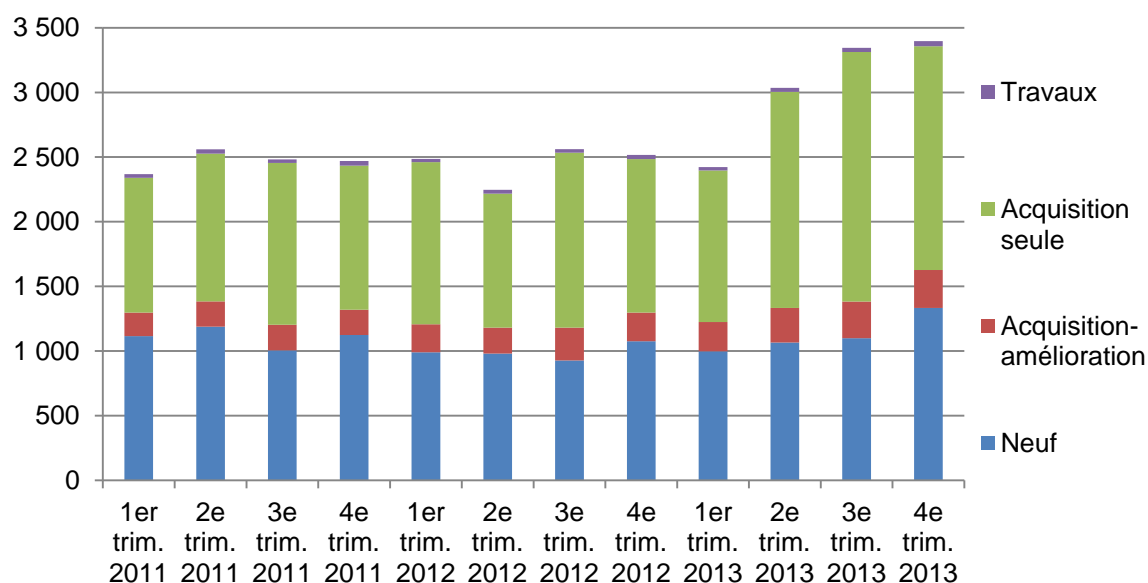
(cf. Annexe 5)

L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente (regroupés sous le vocable « affaires nouvelles ») totalise 12 199 M€ pour l'année 2013 (9 810 M€ pour l'année 2012 et 9 880 M€ pour l'année 2011), soit une augmentation de 24,4% par rapport à l'année précédente et de 23,5% par rapport à 2011.

Les versements dans l'ancien sont en hausse de 19,7% pour l'acquisition seule et de 34,7% pour l'acquisition avec amélioration. Les affaires nouvelles dans le neuf augmentent de 13,2% et retrouvent ainsi sensiblement leur niveau de 2011.

Cette année, plus de la moitié des versements réalisés concernent l'acquisition seule (53,3%), tandis que 36,9% sont pour le neuf, 8,8% pour l'acquisition avec amélioration et 1,0% pour les travaux.

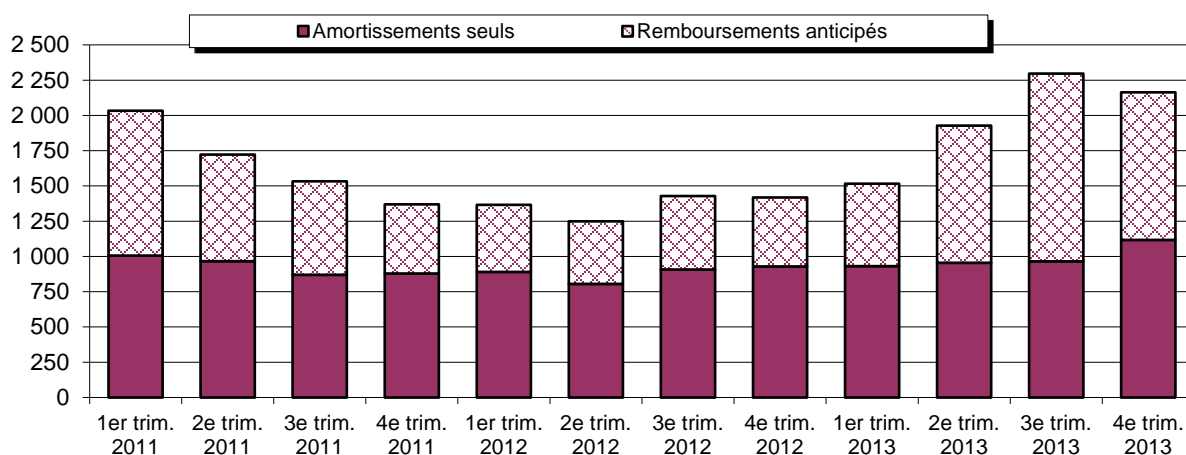
Montants trimestriels des versements réalisés



L) Hausse des amortissements et des remboursements anticipés. (cf. Annexe 5)

L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 7 907 M€ pour l'année 2013, en hausse de 44,7% par rapport à 2012. Les remboursements anticipés sont en très forte hausse (103,9% par rapport à 2012 et 34,0% par rapport à 2011). Ils représentent 3 936 M€, soit environ la moitié du total des amortissements (49,8%, contre 35,3% en 2012 et 44,1% en 2011). Par conséquent, les amortissements nets des remboursements anticipés se chiffrent à 3 971 M€ contre 3 534 M€ en 2012 et 3 724 M€ en 2011, ce qui représente une hausse par rapport à 2012 de 12,4% et de 6,6% par rapport à 2011.

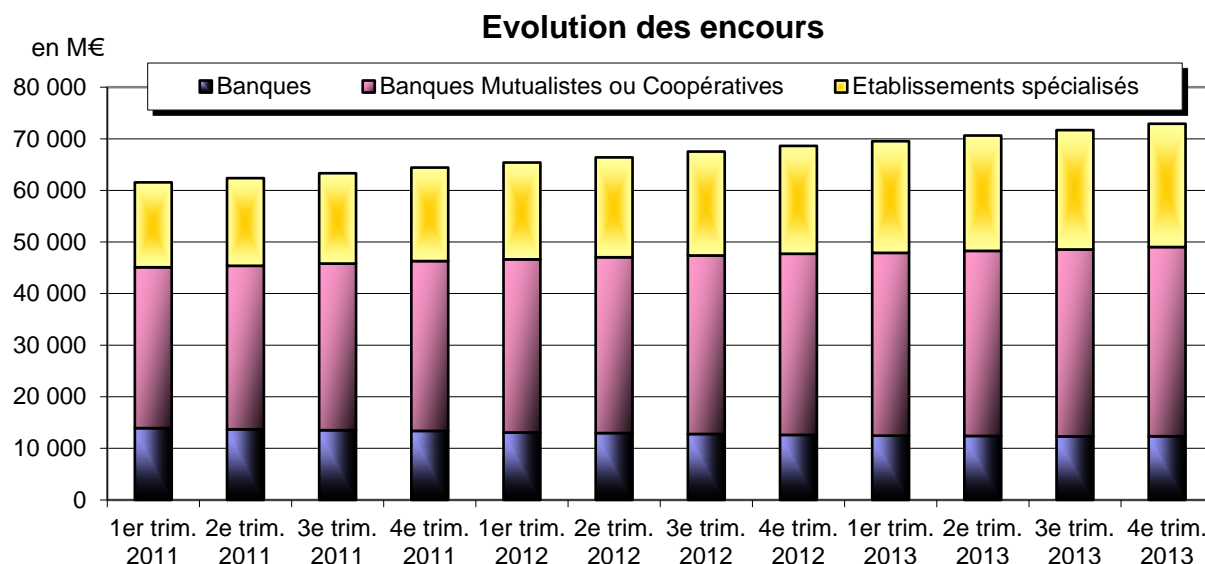
Evolutions des amortissements et remboursements anticipés



M) L'encours des prêts : 73 milliards d'euros.

(cf. Annexes 1 et 4)

L'encours a augmenté de 6,3% au cours de l'année 2013, avec une hausse plus importante chez les établissements spécialisés (+14,3%) et les banques mutualistes ou coopératives (+4,4%). L'encours des banques régresse de 2,1%.



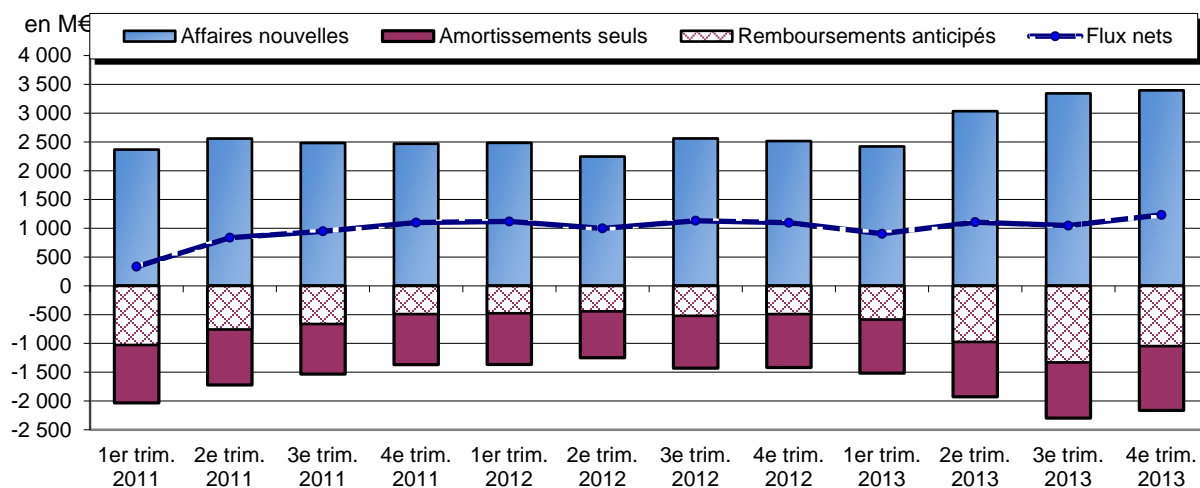
La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2013 est un peu modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2012):

- Banques : 16,9% (18,4%)
- Banques mutualistes ou coopératives : 50,3% (51,2%)
- Etablissements spécialisés : 32,8% (30,5%)

La hausse continue de l'encours s'explique par le fait que les affaires nouvelles sont toujours supérieures aux amortissements. Cette année le flux positif d'encours⁹ est de 4 292 millions d'euros (contre 4 346 millions d'euros en 2012 et 3 218 millions d'euros en 2011).

⁹ Egal à la différence entre Versements et Amortissements (y compris remboursements anticipés)

Evolution des affaires nouvelles et des amortissements



A la fin de l'année 2013 et comparativement à l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente environ un quart de l'encours total ceci avec les mêmes réserves que ci-avant sur la fiabilité des déclarations reçues.
- L'encours des PAS représente toujours plus de la moitié du total (58.5% soit +0.2 point).
- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente 46.2% de l'encours global, (+0,4 points). Pour mémoire, il représentait 46,6% fin 2012, 43,4% fin 2011, 40,0% fin 2010, 37,5% fin 2009, 34,5% fin 2008, 32,8% fin 2007, 2,5% au 4^e trimestre 2006 et 19,6% au 4^e trimestre 2005.

ANNEXES

ANNEXES

<u>Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés</u>	<u>2</u>
<u>Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs</u>	<u>3</u>
<u>Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations</u>	<u>5</u>
<u>Annexe 4 : Autorisations PC / PAS</u>	<u>7</u>
<u>Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours</u>	<u>8</u>
<u>Annexe 6 : Autorisations des prêts conventionnés par établissements</u>	<u>10</u>
<u>Annexe 7 : Liste des établissements</u>	<u>12</u>

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés

Déclarations reçues au 24/06/14

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Récapitulatif

M€	Autorisations de Prêt			Flux affectant les encours de prêts			Encours des prêts
	Effectifs	Montant	Montant moyen d'un PC	Affaires Nouvelles (1)	Amortissements, RA et ajustements (1)	Flux nets	
2013	109 973	12 470,9	0,113	12 198,9	7 907,1	4 291,9	72 930
4e trimestre	31 514	3 499,1	0,111	3 397,1	2 164,0 (2)	1 233,1	72 930
3e trimestre	29 515	3 348,2	0,113	3 344,3	2 297,3 (2)	1 046,9	71 697
2e trimestre	28 173	3 271,9	0,116	3 035,1	1 928,9 (2)	1 106,2	70 650
1er trimestre	20 771	2 351,7	0,113	2 422,4	1 516,8 (4)	905,6	69 543
2012	93 621	10 214,1	0,109	9 810,3	5 464,2	4 346,1	68 638
4e trimestre	30 172	3 304,4	0,110	2 516,1	1 418,7 (4)	1 097,4	68 638
3e trimestre	23 774	2 616,9	0,110	2 561,4	1 429,5 (4)	1 132,0	67 540
2e trimestre	22 473	2 404,0	0,107	2 247,1	1 249,2 (4)	997,9	66 408
1er trimestre	17 202	1 888,8	0,110	2 485,6	1 366,9 (4)	1 118,8	65 410 (3)
2011	96 671	10 002,4	0,103	9 879,6	6 661,6	3 218,0	64 436
4e trimestre	29 587	3 013,4	0,102	2 469,3	1 369,9 (4)	1 099,4	64 436
3e trimestre	21 141	2 197,8	0,104	2 482,4	1 533,7 (4)	948,7	63 337
2e trimestre	25 930	2 633,0	0,102	2 559,9	1 723,5 (4)	836,4	62 388 (5)
1er trimestre	20 013	2 158,2	0,108	2 367,9	2 034,5 (4)	333,4	61 565 (6)

M€	Ensemble		dont PC éligibles à l'APL		dont PAS		dont PC à taux révisables	
	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant
2013	109 973	12 470,9	22 507	2 204,6	59 493	6 002,3	3 230	516,3
4e trimestre	31 514	3 499,1	5 305	490,2	18 622	1 892,9	595	86,6
3e trimestre	29 515	3 348,2	5 821	590,8	15 799	1 620,1	931	154,4
2e trimestre	28 173	3 271,9	6 333	626,0	14 121	1 442,8	1 032	171,7
1er trimestre	20 771	2 351,7	5 048	497,5	10 951	1 046,4	672	103,6
2012	93 621	10 214,1	28 293	2 495,4	60 237	6 116,8	2 535	357,1
4e trimestre	30 172	3 304,4	8 872	795,5	20 890	2 186,0	625	94,6
3e trimestre	23 774	2 616,9	7 334	633,0	15 485	1 571,2	579	94,6
2e trimestre	22 473	2 404,0	7 167	618,8	13 934	1 387,7	738	94,3
1er trimestre	17 202	1 888,8	4 920	448,2	9 928	971,9	593	73,7
2011	96 671	10 002,4	35 339	3 088,8	57 988	5 388,3	4 030	518,4
4e trimestre	29 587	3 013,4	10 162	866,2	18 968	1 778,3	826	93,4
3e trimestre	21 141	2 197,8	7 738	670,1	12 982	1 200,8	865	116,1
2e trimestre	25 930	2 633,0	10 179	886,3	15 527	1 411,2	1 317	187,6
1er trimestre	20 013	2 158,2	7 260	666,2	10 511	998,0	1 022	121,3

(1) Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.

Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances.

(3) Des établissements ont procédé à des ajustements pour un total de 144 614 K€

(4) Un établissement déclare des rachats de créances, un autre réaffecte des prêts (PC ou PAS) en prêts non réglementés suite à réaménagement.

(5) Erreur d'une société dans la reprise des encours par type de contrat (13 561 K€)

(6) Un établissement a procédé à une régularisation de 12 679 K€ (prêts en cours de déblocage)

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 24/06/14

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type de prêteur - Effectifs

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablis sements spécialisés
2013	109 973	18 990	63 502	27 481
	100,0%	17,3%	57,7%	25,0%
4e trimestre	31 514	5 219	17 278	9 017
3e trimestre	29 515	5 007	17 339	7 169
2e trimestre	28 173	5 197	16 665	6 311
1er trimestre	20 771	3 567	12 220	4 984
2012	93 621	6 474	54 292	32 855
	100,0%	6,9%	58,0%	35,1%
4e trimestre	30 172	1 878	16 334	11 960
3e trimestre	23 774	1 598	13 622	8 554
2e trimestre	22 473	1 356	13 513	7 604
1er trimestre	17 202	1 642	10 823	4 737
2011	96 671	8 256	62 008	26 407
	100,0%	8,5%	64,1%	27,3%
4e trimestre	29 587	1 921	16 872	10 794
3e trimestre	21 141	1 970	13 559	5 612
2e trimestre	25 930	2 505	17 653	5 772
1er trimestre	20 013	1 860	13 924	4 229

Autorisations par type de prêteur - Montants en M€

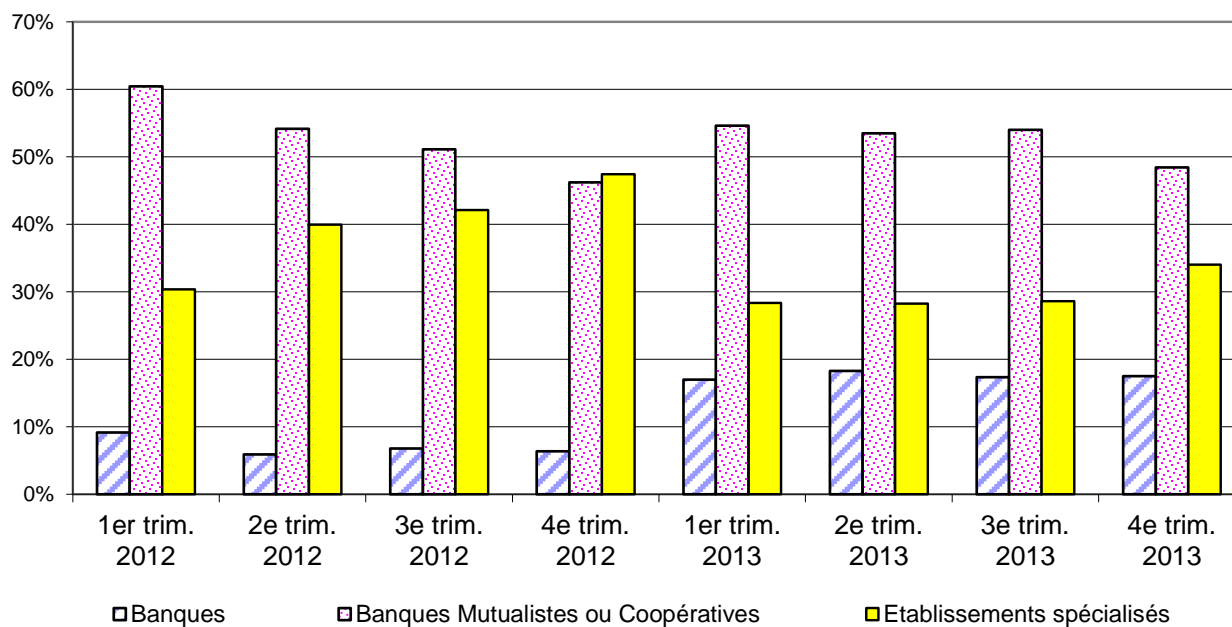
	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablis sements spécialisés
2013	12 470,9	2 192,0	6 539,1	3 739,8
	100,0%	17,6%	52,4%	30,0%
4e trimestre	3 499,1	612,3	1 695,8	1 190,9
3e trimestre	3 348,2	581,4	1 808,8	958,0
2e trimestre	3 271,9	598,1	1 749,7	924,1
1er trimestre	2 351,7	400,2	1 284,8	666,7
2012	10 214,1	701,8	5 310,1	4 202,2
	100,0%	6,9%	52,0%	41,1%
4e trimestre	3 304,4	209,9	1 527,5	1 567,1
3e trimestre	2 616,9	176,9	1 338,3	1 101,7
2e trimestre	2 404,0	141,7	1 302,0	960,3
1er trimestre	1 888,8	173,3	1 142,3	573,2
2011	10 002,4	887,1	6 073,0	3 042,3
	100,0%	8,9%	60,7%	30,4%
4e trimestre	3 013,4	205,8	1 567,9	1 239,8
3e trimestre	2 197,8	222,6	1 320,6	654,6
2e trimestre	2 633,0	260,5	1 716,1	656,4
1er trimestre	2 158,2	198,3	1 468,4	491,6

[Page suivante](#)

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 24/06/14

PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 24/06/14

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type d'opérations - Effectifs

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2013	109 973	37 266	10 485	59 119	3 103
	100,0%	33,9%	9,5%	53,8%	2,8%
4e trimestre	31 514	13 018	2 763	15 020	713
3e trimestre	29 515	9 789	2 736	16 183	807
2e trimestre	28 173	8 530	2 820	15 909	914
1er trimestre	20 771	5 929	2 166	12 007	669
2012	93 621	39 795	8 465	42 739	2 622
	100,0%	42,5%	9,0%	45,7%	2,8%
4e trimestre	30 172	15 759	2 267	11 490	656
3e trimestre	23 774	9 239	2 398	11 520	617
2e trimestre	22 473	8 256	2 268	11 183	766
1er trimestre	17 202	6 541	1 532	8 546	583
2011	96 671	37 549	8 410	47 488	3 224
	100,0%	38,8%	8,7%	49,1%	3,3%
4e trimestre	29 587	11 823	2 598	14 462	704
3e trimestre	21 141	7 851	1 905	10 701	684
2e trimestre	25 930	10 275	2 171	12 581	903
1er trimestre	20 013	7 600	1 736	9 744	933

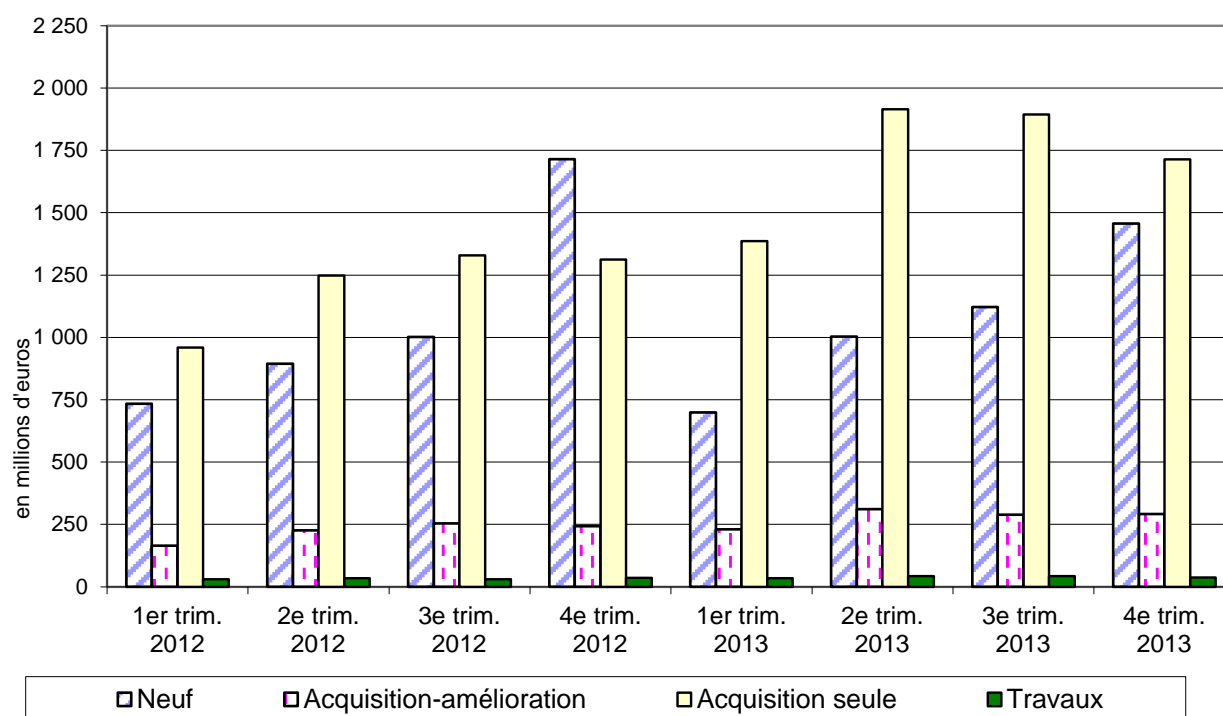
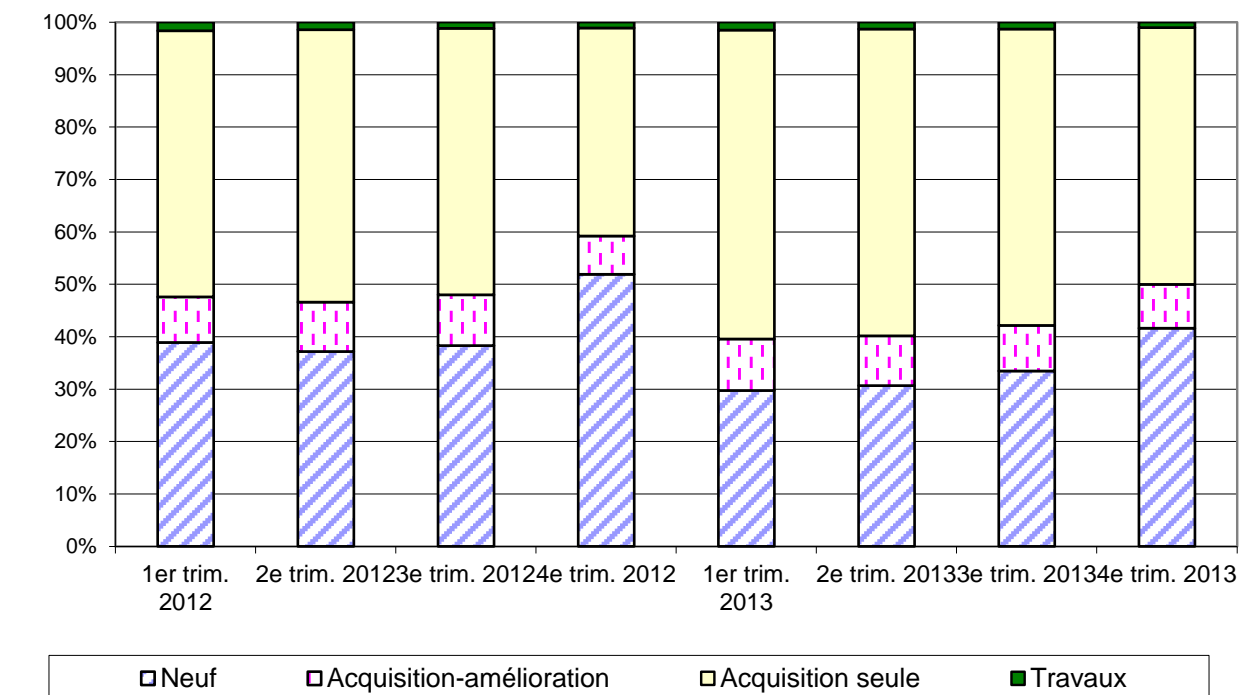
Autorisations par type d'opérations - Montants M€

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2013	12 470,9	4 281,6	1 122,9	6 909,4	157,0
	100,0%	34,3%	9,0%	55,4%	1,3%
4e trimestre	3 499,1	1 457,0	291,6	1 713,5	36,9
3e trimestre	3 348,2	1 121,3	289,5	1 894,6	42,8
2e trimestre	3 271,9	1 003,7	310,8	1 914,9	42,5
1er trimestre	2 351,7	699,6	231,0	1 386,4	34,7
2012	10 214,1	4 345,1	888,6	4 849,3	131,1
	100,0%	42,5%	8,7%	47,5%	1,3%
4e trimestre	3 304,4	1 714,3	243,1	1 311,8	35,2
3e trimestre	2 616,9	1 002,3	254,4	1 329,5	30,7
2e trimestre	2 404,0	894,1	226,6	1 248,8	34,6
1er trimestre	1 888,8	734,4	164,5	959,2	30,6
2011	10 002,4	4 028,6	804,9	5 009,6	159,3
	100,0%	40,3%	8,0%	50,1%	1,6%
4e trimestre	3 013,4	1 269,1	247,5	1 464,2	32,7
3e trimestre	2 197,8	846,1	179,1	1 139,0	33,7
2e trimestre	2 633,0	1 082,1	199,0	1 307,2	44,7
1er trimestre	2 158,2	831,3	179,4	1 099,2	48,2

[page suivante](#)

Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 24/06/14

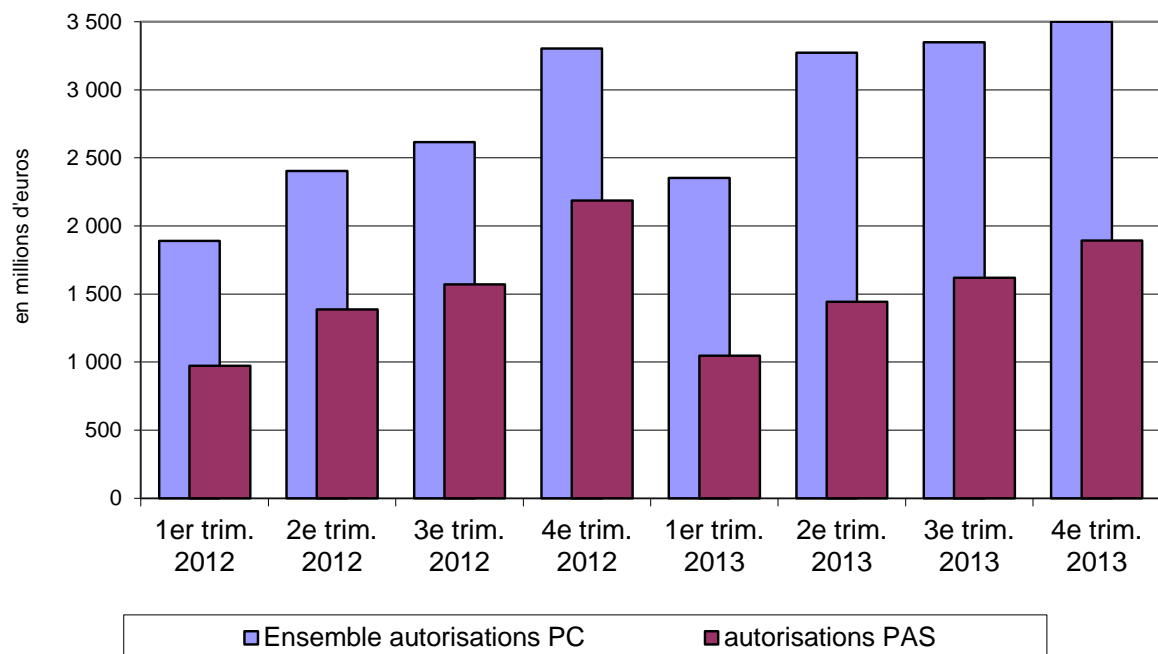


Annexe 4 : Autorisations PC / PAS

Déclarations reçues au 24/06/14

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

M€	Ensemble		dont PAS		Poids des PAS dans l'ensemble des PC	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2013	109 973	12 470,9	59 493	6 002,3	54,1%	48,1%
4e trimestre	31 514	3 499,1	18 622	1 892,9	59,1%	54,1%
3e trimestre	29 515	3 348,2	15 799	1 620,1	53,5%	48,4%
2e trimestre	28 173	3 271,9	14 121	1 442,8	50,1%	44,1%
1er trimestre	20 771	2 351,7	10 951	1 046,4	52,7%	44,5%
2012	93 621	10 214,1	60 237	6 116,8	64,3%	59,9%
4e trimestre	30 172	3 304,4	20 890	2 186,0	69,2%	66,2%
3e trimestre	23 774	2 616,9	15 485	1 571,2	65,1%	60,0%
2e trimestre	22 473	2 404,0	13 934	1 387,7	62,0%	57,7%
1er trimestre	17 202	1 888,8	9 928	971,9	57,7%	51,5%
2011	96 671	10 002,4	57 988	5 388,3	60,0%	53,9%
4e trimestre	29 587	3 013,4	18 968	1 778,3	64,1%	59,0%
3e trimestre	21 141	2 197,8	12 982	1 200,8	61,4%	54,6%
2e trimestre	25 930	2 633,0	15 527	1 411,2	59,9%	53,6%
1er trimestre	20 013	2 158,2	10 511	998,0	52,5%	46,2%



Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 24/06/14

Encours global des Prêts Conventionnés (M€)

	Encours fin de période	dont PC avec APL (1)		dont PAS		dont PC d'une durée > à 20 ans	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
2013	72 930	20 122	27,6%	42 671	58,5%	33 679	%
4e trimestre	72 930	20 122	27,6%	42 671	58,5%	33 679	46,2%
3e trimestre	71 697	20 626	28,8%	42 201	58,9%	33 606	46,2%
2e trimestre	70 650	20 259	28,7%	40 801	57,8%	33 135	46,9%
1er trimestre	69 543	19 676	28,3%	40 782	58,6%	32 579	46,9%
2012	68 638	19 710	28,7%	39 994	58,3%	31 965	46,8%
4e trimestre	68 638	19 710	28,7%	39 994	58,3%	31 965	46,6%
3e trimestre	67 540	19 875	29,4%	39 356	58,3%	30 913	46,6%
2e trimestre	66 408	19 857	29,9%	38 572	58,1%	29 960	45,8%
1er trimestre	65 410 (2)	19 459	29,7%	37 956	58,0%	28 995	45,1%
2011	64 436	19 244	29,9%	37 271 (5)	57,8%	27 981	44,3%
4e trimestre	64 436	19 244	29,9%	37 271 (5)	57,8%	27 981	43,4%
3e trimestre	63 337	19 133	30,2%	36 483 (5)	57,6%	26 907	43,4%
2e trimestre	62 388 (3)	19 062	30,6%	35 884 (5)	57,5%	25 883	42,5%
1er trimestre	61 565 (4)	18 809	30,6%	35 282 (5)	57,3%	24 887	41,5%

Encours des Prêts Conventionnés par types de prêteurs (M€)

	Encours fin de période	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablissements spécialisés
2013	72 930	12 351	36 677	23 901
4e trimestre	72 930	12 351	36 677	23 901
3e trimestre	71 697	12 319	36 238	23 140
2e trimestre	70 650	12 407	35 879	22 363
1er trimestre	69 543	12 465	35 437	21 641
2012	68 638	12 612	35 116	20 910
4e trimestre	68 638	12 612	35 116	20 910
3e trimestre	67 540	12 782	34 610	20 148
2e trimestre	66 408	12 961	34 085	19 363
1er trimestre	65 410 (2)	13 076	33 568	18 766
2011	64 436	13 387	32 920	18 129
4e trimestre	64 436	13 387	32 920	18 129
3e trimestre	63 337	13 522	32 299	17 515
2e trimestre	62 388 (3)	13 695	31 699	16 994
1er trimestre	61 565 (4)	13 923	31 187	16 455

(1) Prêts dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL

(2) Des établissements ont procédé à des ajustements pour un total de 144 614 K€

(3) Erreur d'une société dans la reprise des encours par type de contrat (13 561 K€)

(4) Un établissement a procédé à une régularisation de 12 679 K€ (prêts en cours de déblocage)

[page suivante](#)

Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 24/06/14

Flux affectant les encours : affaires nouvelles réalisées et amortissements (M€)

Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.
Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

	Versements	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Travaux		Amortissements, RA et ajustements	
Périodes	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	dont RA
2013	12 199	4 496	36,9%	1 071	8,8%	6 504	53,3%	128	1,0%	7 907	3 936
4e trimestre	3 397	1 334	39,3%	293	8,6%	1 731	50,9%	40	1,2%	2 164	1 046
3e trimestre	3 344	1 099	32,9%	284	8,5%	1 930	57,7%	31	0,9%	2 297	1 331
2e trimestre	3 035	1 066	35,1%	268	8,8%	1 671	55,0%	31	1,0%	1 929	973
1er trimestre	2 422	998	41,2%	226	9,3%	1 173	48,4%	26	1,1%	1 517	585
2012	9 810	3 972	40,5%	895	9,1%	4 829	49,2%	115	1,2%	5 464	1 931
4e trimestre	2 516	1 075	42,7%	222	8,8%	1 187	47,2%	32	1,3%	1 419	489
3e trimestre	2 561	927	36,2%	254	9,9%	1 353	52,8%	28	1,1%	1 429 (1)	521
2e trimestre	2 247	980	43,6%	202	9,0%	1 035	46,1%	30	1,4%	1 249 (1)	444
1er trimestre	2 486	990	39,8%	217	8,7%	1 254	50,4%	25	1,0%	1 367 (1)	476
2011	9 880	4 433	44,9%	771	7,8%	4 551	46,1%	125	1,3%	6 662	2 937
4e trimestre	2 469	1 124	45,5%	195	7,9%	1 115	45,1%	35	1,4%	1 370 (2)	491
3e trimestre	2 482	1 005	40,5%	198	8,0%	1 251	50,4%	28	1,1%	1 534 (2)	663
2e trimestre	2 560	1 188	46,4%	195	7,6%	1 143	44,7%	33	1,3%	1 723 (2)	756
1er trimestre	2 368	1 115	47,1%	182	7,7%	1 043	44,0%	28	1,2%	2 035 (1)	1 027

(1) Un établissement déclare des rachats de créances.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances, un autre réaffecte des prêts (PC ou PAS) en prêts non réglementés suite à réaménagement .

Annexe 6 : Autorisations des prêts conventionnés par établissements

Déclarations reçues au 24/06/14

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

	2011		2012		2013	
	effectifs	Montants en M€	effectifs	Montants en M€	effectifs	Montants en M€
Banques Populaires (BPCE)	10 601	1 612,3	8 942	1 409,6	11 601	1 815,9
Caisses d'Epargne (BPCE)	7 069	565,6	6 315	500,6	5 588	469,1
Crédit Foncier de France	19 924	2 328,6	26 729	3 472,5	27 328	3 726,8
Groupe BPCE	37 594	4 506	41 986	5 383	44 517	6 012
Crédit Agricole	32 395	2 729,9	28 843	2 399,8	35 554	3 094,3
LCL	828	86,6	472	48,1	350	36,3
Groupe Crédit Agricole LCL	33 223	2 817	29 315	2 448	35 904	3 131
Crédit Mutuel	11 966	1 167,5	10 225	1 004,4	10 776	1 161,9
CIC	3 286	365,4	2 644	298,7	3 655	459,4
Groupe Crédit Mutuel CIC	15 252	1 533	12 869	1 303	14 431	1 621
BNP/PARIBAS	1 613	186,6	861	95,6	704	82,1
BNP Paribas Personal Finance	67	18,3	25	5,1	5	1,4
Groupe BNP	1 680	205	886	101	709	83
Crédit Immobilier de France	6 483	713,7	6 126	729,7	153	13,0
Société Générale	1 833	169,3	1 743	177,3	1 371	146,6
La Banque Postale	402	33,1	570	46,6	12 887	1 464,1
Autres	204	25,5	126	26,2	1	0,1
TOTAL	96 671	10 002,4	93 621	10 214,1	109 973	12 470,9

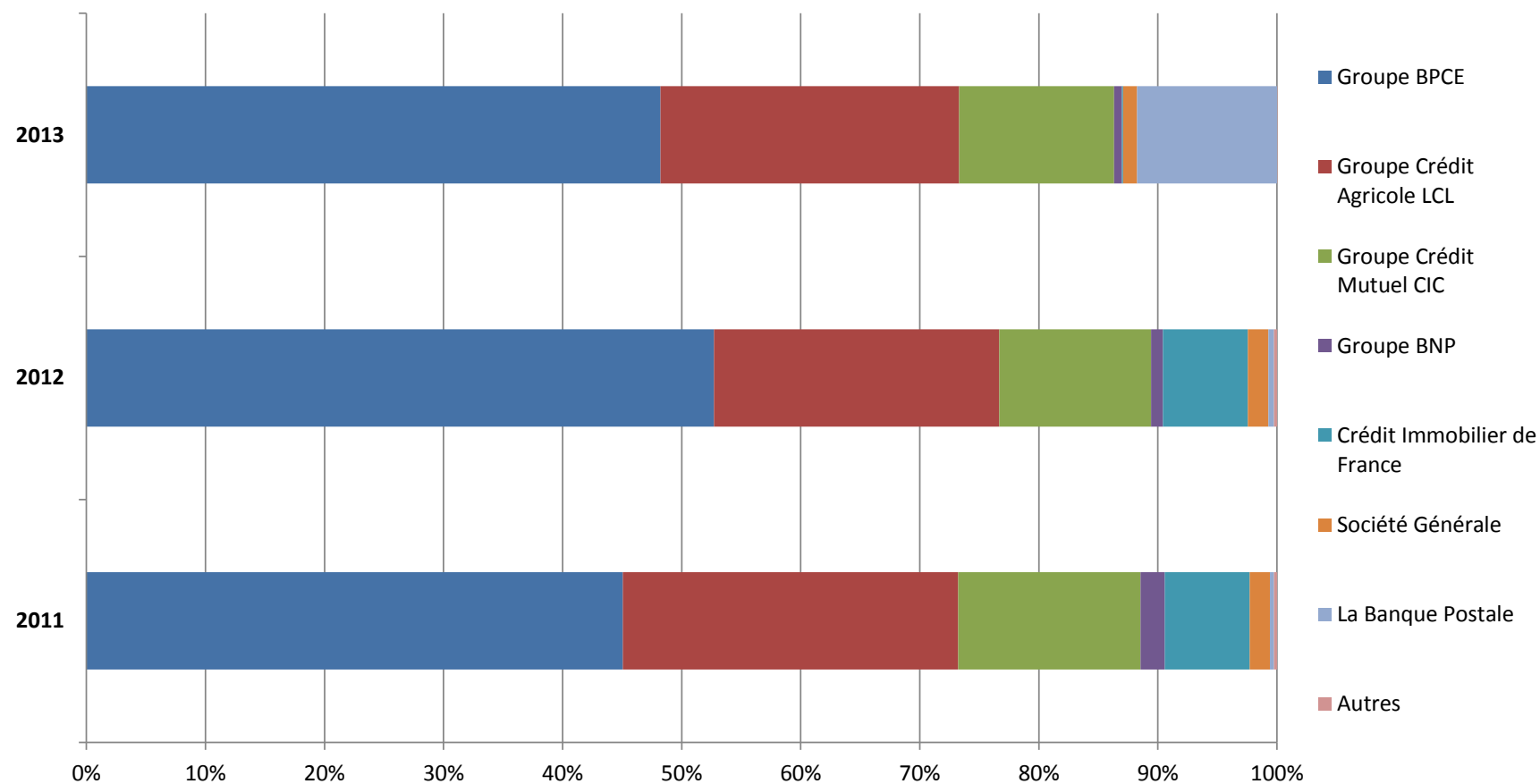
[page suivante](#)

Annexe 6 : Autorisations des prêts conventionnés par établissements

Déclarations reçues au 24/06/14

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



Annexe 7 : Liste des établissements

déclarant à la SGFGAS un encours non nul fin décembre 2013

Banques

B P E
BANQUE CHALUS
BANQUE CIC Nord Ouest
BANQUE COURTOIS
BANQUE DE SAVOIE
BANQUE LAYDERNIER
BANQUE RHONE ALPES
BNP PARIBAS
BNP Paribas Personal Finance
Banque CIC Sud Ouest
CIC Est
CIC Ouest
Crédit industriel et commercial
CREDIT COMMERCIAL DU SUD OUEST
CREDIT DU NORD
Caisse Française de Financement
DEXIA Crédit Local
GE MONEY BANK
HSBC FRANCE
LA BANQUE POSTALE
LCL
LYONNAISE DE BANQUE
S B E
SOCIETE GENERALE
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT

Banques Mutualistes ou Coopératives

BANQUES POPULAIRES (BPCE)
CAISSES D'EPARGNE (BPCE)
CREDIT AGRICOLE s.a.
CREDIT MUTUEL

Etablissements spécialisés

CREDIT FONCIER DE FRANCE
GIE CIF Services